

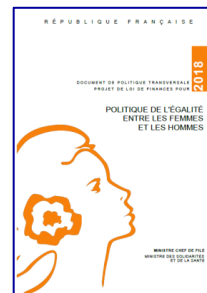


Direction générale de la cohésion sociale
Service des droits des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes

Veille de l'actualité – 3 novembre 2017

A la une

Le **document de politique transversale (DPT) « [Politique de l'égalité entre les femmes et les hommes](#) »** annexé au PLF 2018 a été remis au Parlement et mis en ligne sur le site du [Forum de la performance](#) du ministère des Finances et des Comptes publics. Annexé à la loi de finances, il rend compte de l'effort contributif (moyens, actions, crédits) des différents programmes concourant à la politique interministérielle et partenariale d'égalité entre les femmes et les hommes. Il contient une présentation de la politique interministérielle, la liste des programmes qui y contribuent, la présentation de la manière dont ceux-ci participent à cette politique transversale au travers de différents dispositifs/actions, ainsi qu'une évaluation des crédits mobilisés pour cette politique. Le DPT 2018 fait appel à 32 programmes relevant de 15 missions. Il comporte également une annexe spécifique consacrée à « L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique ». Le DPT permet une vision plus précise de l'action de l'État dans le champ de l'égalité entre les femmes et les hommes et de mesurer les effets de la politique d'égalité entre les femmes et les hommes. Au total, ce sont 423 millions d'euros qui sont mobilisés pour la politique transversale d'égalité entre les femmes et les hommes. Un chiffre qui se situe donc bien au-delà des 29,8 millions d'euros mobilisés au PLF 2018 par le programme 137, piloté par le SDFE de la DGCS.



Action gouvernementale

A l'occasion de l'action des associations qui dénoncent la persistance des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes (lire page 2), Marlène SCHIAPPA et Muriel PÉNICAUD ont signé un [communiqué de presse commun](#) pour rappeler que l'égalité entre les femmes et les hommes est la grande cause nationale du quinquennat, et que « *la France doit devenir LE moteur de l'égalité partout sur la scène internationale* ».



Du 30 octobre au 22 décembre, les internautes pourront participer à un questionnaire sur l'égalité entre les femmes et les hommes sur la page **Facebook** du secrétariat d'État et [mis en ligne sur notre site](#). Ce questionnaire de dix questions permettra de récolter le vécu et le ressenti de chaque internaute. Les avis contribueront à définir les actions du gouvernement pour la période 2018-2022.

Un [arrêté du 27 octobre 2017 portant cessation de fonctions et nomination au cabinet de la secrétaire d'État](#) auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes a été publié au **Journal officiel** du 29 octobre.

Parlement

Lors de sa réunion constitutive le 26 octobre, la **délégation sénatoriale** aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes a élu sa présidente, Annick BILLON (photo, veille du 20 octobre). [La délégation sénatoriale a ensuite poursuivi la constitution de son bureau](#). La délégation sénatoriale aux droits des femmes, dont le programme de travail complet pour la session actuelle sera arrêté le jeudi 9 novembre, a d'ores et déjà décidé de procéder à diverses auditions sur le thème des violences faites aux femmes.



Une **proposition de loi** visant à renforcer la définition des agressions sexuelles et du viol commis sur des mineur·e·s de moins de 15 ans a été déposée le 30 octobre au **Sénat** par Laurence COHEN et plusieurs de ses collègues. [Retrouver le texte sur le site du Sénat.](#)

Le 31 octobre, la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes de l'**Assemblée nationale** a examiné le rapport d'information sur le projet de loi de finances pour 2018 présenté par Fiona LAZAAR. Le rapport sera mis en ligne prochainement, [la vidéo des débats a été mise en ligne.](#)

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Le **CSA** a mis en ligne sur son site le 31 octobre un rapport intitulé « [Présentation des femmes dans les publicités télévisées](#) ». Le CSA a examiné plus de 2 000 spots publicitaires diffusés à la télévision ces derniers mois, en s'interrogeant sur la représentation des femmes qui s'y fait jour. Les chiffres qui en résultent, sans appel, révèlent la persistance des stéréotypes de genre. « *Les chiffres parlent parfois plus que les mots* », souligne Sylvie PIERRE-BROSSOLLETTE, conseillère en charge du droit des femmes, dans l'avant-propos de l'étude : « *établir un diagnostic sur des critères précis et quantifiables permet de donner une réponse, base à un dialogue utile avec tous les acteurs concernés* ».



International



Selon le traditionnel rapport publié par le **Forum économique mondial** (« [The Global Gender Gap Report 2017](#) »), les inégalités entre les femmes et les hommes dans le monde ont augmenté pour la première fois en 2017, après dix ans de progrès consécutifs. L'étude porte sur la parité dans 144 pays et analyse les inégalités entre les sexes dans les domaines du travail, de l'éducation, de la santé et de la politique. En 2017, la France gagne six places et accède au premier rang pour la parité entre les femmes et les hommes au sein des pays du G20, et au 11^e rang du classement général mondial. Dans le premier rapport publié en 2006, elle était en 70^e position. Elle a ainsi gagné 59 places en onze ans.

Associations

Les Glorieuses ont su attirer l'attention des médias : [à compter d'aujourd'hui, 3 novembre à 11 h 44 \(et 9 secondes\), les femmes travaillent « bénévolement »](#). En effet, explique l'association qui se réfère aux derniers chiffres d'**Eurostat** (veille du 25 octobre), « *en étant payées 15,8% de moins que les hommes, les femmes travaillent « gratuitement » pendant 39,7 jours ouvrés. En d'autres termes, s'il y avait une égalité des salaires en France, elles pourraient s'arrêter de travailler le vendredi 3 novembre 2017 à 11 h 44 et gagner autant sur l'année 2017* ».



L'association des **Amis de Causette** peut s'inquiéter, à l'heure du bouclage du dernier numéro, le mensuel, que nous suivons depuis sa naissance, [annonce qu'il risque de mettre la clé sous la porte](#). En attendant, le numéro de novembre est en kiosque, et **Causette** lance une pétition en ligne déjà signée par 40 personnalités qui s'engagent pour « [un congé paternité digne de ce nom](#) ». « *Pour faire réagir le gouvernement* », les signataires, « *hommes, pères ou futurs pères, s'engagent et prennent fait et cause pour une vraie réforme du congé paternité* ».

Revue de presse

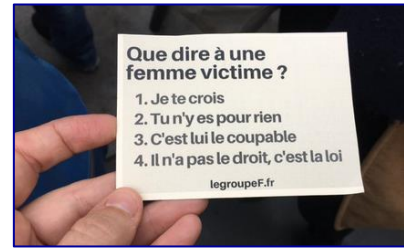
Après la surprise de l'emballlement social et médiatique, la violence de la réaction au mouvement de prise de parole, d'analyse et de débats est, elle aussi, considérable. Les mots employés dans une certaine presse sont extrêmement durs, des appels au meurtre ou au viol sur les réseaux sociaux font froid dans le dos, les contre-attaques systématiques en justice des hommes mis en cause pour diffamation laissent pantois. Au-delà de la réaction, l'incompréhension totale dans laquelle se trouve une partie de la société française est confondante. Entendre un Bernard PIVOT parler à dessein - pour faire un bon mot et une plaisanterie bien sûr - de « harcèlement » et de « viol » de la langue française à propos de l'écriture inclusive (sur **France Inter** hier soir au « Téléphone sonne ») est à ce titre symptomatique. Le féminisme se trouve face à une muraille.

GUERRE DES SEXES – Dans « *Le mâle blanc, l'ennemi de ces dames* », Ivan RIOUFOL (**Le Figaro** du 27 octobre) dénonce, après l'affaire WEINSTEIN, « une misandrie » qui « s'exprime en retour sans retenue » et la « victimisation communicative » des féministes. Les mots ne sont pas assez durs pour le journaliste qui estime, avec le philosophe Pierre-André TAGUIEFF, que « les ayatollettes de l'antisexisme androphobe (...) ne peuvent penser la libération de la femme qu'à l'aune de la criminalisation de l'homme ». Et de condamner un « amas de haines, de vengeances, de règlements de comptes, d'exhibitions intimes ». Selon lui, « la pensée progressiste, toujours prête au pire pour soutenir de prétendues luttes émancipatrices, se pâme devant le tout-à-l'égout ». « Fascination pour les idéologies éradicatrices », « terreur féministe », « sectarisme protégé par le pouvoir »... On en passe. Éric ZEMMOUR lui répond dans **le Figaro Magazine** du même jour : « Le torrent médiatique de « Balance ton porc » ne saccage pas seulement toute raison et cohérence intellectuelle. Il réduit à presque rien tout le reste de l'actualité ». Pour le chroniqueur, « c'est un torrent qui emporte tout. Qui dévaste tout, qui détruit tout, qui ravage tout. Qui envahit tout. Le torrent de la parole libérée. La parole qui dénonce, la parole qui accuse, la parole qui menace. L'incroyable tsunami de « Balance ton porc » nous plonge soudain dans le monde décrit il y a des années par l'écrivain Philippe MURAY qui avait prophétisé que le temps du néopuritanisme féministe succéderait à celui de la libération sexuelle des années 1970, et qu'il s'achèverait dans une fureur répressive et inquisitoriale ».

GALANTERIE – Même propos, mais sous un ton plus calme, dans l'éditorial du numéro signé par Guillaume ROQUETTE (« *Tous coupable ?* »). Le directeur de la rédaction du magazine dénonce la « fièvre de dénonciation », réfute le concept de « domination masculine », s'en prend aux quartiers des « banlieues perdues de la République », condamne des féministes (« l'avant-garde du combat ») qui « veulent non pas apaiser mais révoquer les relations entre hommes et femmes », et dénonce « l'indifférenciation » et les « militants de la théorie du genre ». On trouverait presque aimable la tribune de Claude HABIB, écrivaine, dans **le Figaro** du 30 octobre « *Serviable, charmeur et toujours léger, le galant homme est l'anti-Weinstein* ». L'autrice ne croit pas à « une culture machiste qui serait propre à notre société ». Selon elle, « s'il y a une spécificité bien française, c'est bien dans le commerce civilisé des sexes » et « il ne faut pas jeter la galanterie avec l'eau sale de la porcherie ».



D'AUTRES HOMMES – La question semblait fondamentale (veille du 24 octobre), deux journaux se sont penchés sur la place des hommes dans l'affaire WEINSTEIN. **Libération** du 27 octobre annonce à la une que « *l'homme est un porc pour l'homme* ». Le quotidien est allé interroger des hommes au hasard d'une grande gare parisienne. « *Si des stéréotypes éculés persistent, tous se montrent solidaires et bienveillants avec les femmes* ». « Libé » publie quatre entretiens et donne



la parole à la chercheuse Maryse JASPARD, pour qui « *la destruction des clichés est nécessaire à la lutte contre les violences envers les femmes* ». Selon elle, « *Il faut lutter contre les pseudo-valeurs masculines liées à la virilité* ». **Le Monde** du 31 octobre titre ses pages « Débats & analyses » « *Ce que le harcèlement dit des hommes* ». Il publie les tribunes de Nancy HUSTON, écrivaine (« *Le marché a démocratisé le droit de cuissage* », André CIAVALDINI, psychanalyste (« *L'homme n'a jamais domestiqué sa pulsionnalité* »), Henda AYARI, ancienne salafiste devenue féministe (« *Mesdames, osez prendre la parole comme j'ai osé le faire*»), et un entretien avec l'essayiste Olivia GAZALÉ « *Il faut ouvrir les yeux sur la réalité du malaise masculin* ». Dans la même édition, le quotidien du soir consacre pas moins de trois autres articles aux conséquences de l'affaire (International, société, économie...) qu'il qualifie dans son éditorial de « *Tsunami Weinstein* ». Deux journaux en profitent pour dresser un portrait du féminisme aujourd'hui : « *Quelle est l'actualité du combat féministe ?* » (**L'Humanité** du 27 octobre), et « *Génération féministe. L'empowerment commence au berceau* » dans **Madame Figaro** (27 octobre) décidément plus progressiste que « Monsieur Figaro ».

DÉFERLANTE MÉDIATIQUE – Il nous sera impossible de citer l'ensemble des articles publiés depuis le 27 octobre : médias, monde hospitalier, universités et écoles, entreprises, ministères, Assemblée nationale, etc. La société toute entière est touchée. Des personnalités sont mises en cause les unes après les autres, et on note également de nombreuses retombées internationales (parlement européen, ministres et députés britanniques, réactions en Italie contre Asia ARGENTO, celle par qui tout est arrivé, qui a raconté son calvaire dans l'émission « Envoyé Spécial » sur **France 2**. On retiendra « *l'Omerta française* », « *la culture du silence* » dans notre pays, qui fait l'objet de la une et trois pages dans **L'Humanité** du 27 octobre, et la une et six pages dans **Libération** du 30 octobre.



Pire : on apprend que 40 % des femmes qui portent plainte pour harcèlement déclarent que « *ça s'est retourné contre elles* » « *C'est inadmissible !* », a immédiatement tweeté la ministre du Travail Muriel PÉNICAUD. Signalons pour finir l'intéressante analyse du **Monde** (« *Montrer le harcèlement* », 28 octobre) sur la façon de représenter les violences dont sont victimes les femmes dans la presse, et la tribune des député-e-s de **La France Insoumise** « *Donnons-nous les moyens d'agir contre le harcèlement sexuel* » (**Le Monde** du 27 octobre).

ÉCRITURE INCLUSIVE – Cerise sur le gâteau, le débat sur l'écriture inclusive (veilles des 17 et 20 octobre) fait aussi couler de l'encre. L'Académie française élève en effet à l'unanimité « [une solennelle mise en garde](#) ». Pour l'Académie, l'écriture inclusive est un « *péril mortel* » reprend **Le Figaro** du 27 octobre. Et **Libération** de répondre avec Élianne VIENNOT, professeure et historienne (« *Débranchons l'Académie française* ») et Raphaëlle LE PEN, professeure (« *Femmes, prenez la plume* »). Pour **L'Humanité** du 31 octobre, l'Académie c'est « *quatre siècles de sexisme* »...

Nous traiterons le reste de l'actualité récente dans notre prochaine veille